

[Accueil](#) / [Perspectives](#)

Donner aux filles et aux femmes le pouvoir de décider

28 mars 2018



CAROL COLFER/CIFOR



Montasser Kamal

Administrateur(trice) de programme, CRDI

L'accès à l'information et aux services en matière de contraception et d'espacement des naissances est essentiel pour les programmes de santé des mères et des enfants. Il n'est donc pas surprenant que le CRDI soutienne les recherches dans l'Afrique subsaharienne qui étudient les questions émergentes et proposent des façons d'améliorer la santé reproductive des femmes et des adolescents.

Un besoin non satisfait considérable en planification familiale règne dans toute l'Afrique. Selon un rapport de Family Planning 2020 – un partenariat mondial qui soutient les droits des femmes et des filles de décider – le pourcentage de femmes en âge de procréer qui utilisent une méthode de contraception moderne au [Nigéria](#) et en [Tanzanie](#), par exemple, est respectivement de 14,7 % et de 29,2 %.

Le problème est particulièrement grave chez les adolescentes, surtout en Afrique, où la moitié de la population du continent – quelque 550 millions d'habitants – est âgée de moins de 20 ans. La plupart d'entre elles ont un accès limité à l'information et aux services touchant la santé sexuelle et reproductive, ce qui les empêche de vivre de manière saine et sécuritaire et dans la dignité.

Relever de nouveaux défis

Ces faits ont incité le CRDI à intensifier ses efforts dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive et de la santé des adolescents, notamment par l'intermédiaire du programme [Innovation pour la santé des mères et des enfants](#)

[d'Afrique \(ISMEA\)](#), une initiative de 36 millions de dollars canadiens sur sept ans financée conjointement par les Instituts de recherche en santé du Canada, Affaires mondiales Canada et le CRDI.

L'attention accordée par l'ISMEA à la santé sexuelle et reproductive fait écho aux appels à l'action de bon nombre d'organisations internationales et de gouvernements nationaux, y compris ceux du Canada. Alors que ses 19 projets de recherche arrivaient à mi-parcours, l'initiative a affecté 4,5 millions de dollars pour répondre à ces priorités émergentes. Ces subventions supplémentaires élargiront la portée actuelle des travaux en s'appuyant sur les progrès déjà accomplis, alors que l'ISMEA reste axée sur l'innovation sous l'angle de l'égalité entre les sexes.

Les exemples qui suivent illustrent de quelle façon la recherche reflète les nouvelles priorités afin que personne ne soit laissé pour compte.

Amener la planification familiale sur le seuil de la porte

Au Nigéria, le taux de mortalité des mères se classe deuxième en importance au monde : une femme nigériane meurt toutes les 13 minutes de causes évitables liées à la grossesse et à la naissance. Les grossesses trop rapprochées présentent un risque pour la mère et le bébé. Dans l'État de Bauchi, ce phénomène, appelé *kunika*, est reconnu par les autorités sanitaires comme un risque grave pour la santé des mères et des enfants. Les grossesses successives font courir aux mères un risque élevé de pré-éclampsie et d'hypertension artérielle, et peuvent également entraîner un faible poids à la naissance et des naissances prématurées.

La Federation of Muslim Women's Association of Nigeria et l'Université McGill à Montréal, au Canada, entreprennent une recherche participative sur les causes de *kunika*, selon les perspectives des populations locales et d'autres parties prenantes. L'information recueillie servira à éduquer quelque 9 000 ménages, y compris environ 2 500 femmes enceintes et leur conjoint, dans la région de l'administration locale de Toro, dans l'État de Bauchi. Grâce à la promotion d'une information adaptée sur le plan culturel concernant l'espacement des naissances, les femmes seront éduquées au sujet des choix et des services disponibles.

Élargir la portée des services de planification familiale

En Tanzanie, où 18 % des adolescents sont mariés, le taux de natalité parmi les personnes âgées de 15 à 19 ans s'approche de 12 %, soit le double de la moyenne mondiale. Dans ce groupe, moins de 15 % utilisent des contraceptifs.

Une subvention de l'ISMEA apporte un soutien à la formation des agents de santé communautaire afin qu'ils puissent éduquer les adolescents et les femmes au sujet des options de planification familiale, y compris les comportements sexuels sans risque. Elle s'appuie sur une collaboration de recherche existante Sud-Sud et Nord-Sud entre la Catholic University of Health and Allied Sciences en Tanzanie, l'Université des sciences et des technologies de Mbarara en Ouganda, et l'Université de Calgary au Canada. Elle vise à renforcer les capacités de la recherche quantitative et à générer des connaissances qui alimenteront la conception de programmes essentiels abordant les questions liées à la santé sexuelle et reproductive.

Ne laisser aucune mère et aucun enfant pour compte

La recherche appuyée par l'ISMEA au Burkina Faso est axée sur la politique nationale du pays, établie en 2016, consistant à offrir des soins de santé universels et gratuits aux femmes enceintes, aux nouvelles mères et aux enfants âgés de moins de 5 ans, une première en Afrique. Les chercheurs de la *Société d'étude et de recherche en santé publique* du Burkina Faso et de l'*Université Laval* au Canada examinent à présent l'efficacité de la politique dans le domaine de l'accès aux services et à la planification familiale.

L'un des objectifs du projet consiste à évaluer l'incidence de cette politique sur la capacité des femmes à prendre des décisions au sujet de leur santé sexuelle et reproductive, y compris le moment pour concevoir un enfant. L'information recueillie aidera les décideurs burkinabés à l'échelle nationale et locale à veiller à ce que les mères et les enfants en profitent le plus.

La santé, un marche-pied

En fin de compte, l'amélioration de la santé des femmes et des filles constitue la première étape vers l'égalité des chances de mener une vie réussie. Les projets décrits ici ne sont que quelques exemples de la contribution de l'ISMEA à l'ensemble de connaissances destiné aux décideurs africains, une contribution qui se manifeste en partie par l'établissement d'un cadre de chercheurs en Afrique capables d'aborder les questions de la santé sexuelle et reproductive. Ces subventions montrent également la contribution que des programmes souples, un financement supplémentaire et une recherche solide sur la mise en oeuvre peut apporter à une meilleure santé chez les femmes, les adolescents et les enfants.

Montasser Kamal est chef de programme au sein du programme Santé des mères et des enfants du CRDI.

En savoir plus

- [Neuf nouvelles subventions pour la santé sexuelle et reproductive en Afrique](#)
- [Nouvelle politique d'aide internationale féministe du Canada.](#)
- [Initiative Innovation pour la santé des mères et des enfants d'Afrique](#)

< [Toutes les perspectives](#)

Lire plus du même auteur

[PERSPECTIVES](#)

[Parvenir à une réelle égalité entre les sexes en ce qui concerne la santé des adolescents](#)

Abonnez-vous à notre bulletin pour recevoir les nouvelles du CRDI chaque mois.

[Abonnez-vous](#) >

Suivez-nous

